

Séquence 4

La monnaie et le financement

Sommaire

1. À quoi sert la monnaie ?
 2. Comment l'activité économique est-elle financée ?
 3. Qui crée la monnaie ?
- Corrigés des exercices

1

À quoi sert la monnaie ?

Introduction

► Accroche, sensibilisation : Qu'est-ce que la monnaie ?

► Test : Qu'en pensez-vous ?

Donnez votre opinion et justifiez-la.

	vrai	faux	commentaire
Il n'y a pas forcément besoin de monnaie pour acquérir un bien.			
Une carte bleue c'est de la monnaie.			
Un chèque c'est de la monnaie.			
La monnaie a toujours existé.			
La principale forme de monnaie en circulation en France aujourd'hui : ce sont les billets en euros.			
Quand les prix augmentent, la valeur de la monnaie diminue.			
Certaines marchandises peuvent servir de monnaie.			
Un billet de 100 euros, c'est de la monnaie.			

La monnaie est un objet d'étude paradoxale, elle est familière et quotidienne, mais c'est aussi un phénomène mystérieux et finalement assez mal connu du grand public : ainsi, si la plupart des achats s'effectuent aujourd'hui par carte bancaire ou chèque, ce ne sont pas pour autant de la monnaie. Les pièces et les billets constituent bien de la monnaie car ils permettent d'acheter immédiatement des biens et des services, mais ce n'est pas la forme la plus répandue. Si la monnaie facilite les échanges, elle n'a pas toujours existé. Après avoir explicité les différentes fonctions de la monnaie, nous en étudierons les différentes formes.

Notions à acquérir

Les notions à découvrir et à acquérir (d'après le programme officiel) sont les suivantes :

- Fonctions de la monnaie
- Formes de la monnaie

1. Du troc à l'échange monétisé

Doc. 1



© Cned-G.Cousseau –2000.

Exercice 1



- 1 En quoi consiste le troc ?
- 2 Expliquez la nature du problème qui caractérise l'économie de troc ?
- 3 En quoi était-ce un obstacle au développement de l'activité économique et comment a-t-il été surmonté ?

La réalisation d'un échange fondé sur le troc supposait la réunion d'une double condition :

- **La coïncidence des besoins** : Chaque individu doit trouver une personne prête à lui céder ce qui lui manque, mais également espérer qu'il dispose ce que cette personne désire.
- **L'accord sur l'estimation réciproque de leurs produits** : combien de poissons contre une peau de mammouth ?

Le recours à un signe monétaire permet de remplacer l'opération de troc, où les biens s'échangent contre d'autres biens, par un nouveau processus par lequel des produits s'acquièrent contre la monnaie qui à son tour permet d'obtenir d'autres produits.

Économie
de troc



Économie
monétaire



La monnaie facilite donc les échanges et va permettre développement économique.

2. Les fonctions traditionnelles de la monnaie

Doc. 2



En tant qu'**intermédiaire** des échanges, la monnaie est d'abord un « agent de circulation » : elle facilite les échanges. [...] Distribuée (notamment) via les revenus, elle garantit à chaque individu la possibilité de choisir à travers la transaction, le bien ou le service offert. [...] En tant qu'**unité de compte**, la monnaie est la référence commune de mesure, l'indispensable étalon qui permet de fixer un prix, de déterminer une valeur. [...] En tant que **réserve de valeur**, la monnaie rend possible l'utilisation différée dans le temps de la valeur d'échange qu'elle représente : le consommateur n'est pas dans l'obligation de la dépenser immédiatement. [...] La monnaie est alors un instrument d'épargne, un moyen de conserver de la richesse.

M. Ruimy, *cahier français*, n°315, juillet 2003.

Exercice 2



1 Retrouvez en les expliquant les trois fonctions économiques de la monnaie.

2 Illustrez à l'aide des exemples suivants :

Nina économise chaque mois 50 euros pour se payer un voyage au Vietnam. Pierre hésite entre plusieurs modèles de voitures, pour se décider, il compare les prix chez différents concessionnaires. Lucas achète un livre sur Amazon et règle en carte bancaire.

■ L'approche fonctionnaliste distingue trois fonctions de la monnaie

Intermédiaire des échanges

La monnaie est intermédiaire dans les échanges mais surtout un moyen de paiement ; en clair elle constitue une compensation mettant fin à toute discussion entre les partenaires ; ainsi la monnaie retrouve son sens étymologique (paier en français du X^e siècle vient du latin *pacare* de *pax*, paix et signifie se réconcilier, apaiser ; idem pour le mot finance synonyme de rançon au XIII^e siècle. Se rappeler que « acquitter » signifie littéralement « rendre libre, tranquille »). La monnaie est donc un instrument de règlement d'une transaction ou d'extinction d'une dette. On dit qu'elle a un pouvoir libérateur.

Unité de compte

Elle permet d'exprimer la valeur de tous les biens en termes d'un seul bien → c'est l'instrument de mesure des prix des marchandises.

Réserve de valeur

La monnaie est un moyen de paiement pour conserver de la richesse. Mais ce peut-être une piètre réserve de pouvoir d'achat en cas d'inflation. En effet, en cas de hausse des prix, la valeur de la monnaie diminue (on peut acheter moins de choses avec la même somme).

Selon M. Friedman (1912-2006), économiste monétariste « la monnaie est un lieu temporaire de pouvoir d'achat ».



À retenir

Les trois fonctions traditionnelles de la monnaie

Intermédiaire des échanges	Unité de compte	Réserve de valeur
Dans les sociétés primitives : TROC (échange d'un bien contre un autre).	La monnaie permet de mesurer la valeur des différents biens et services et de les comparer entre eux.	La monnaie peut être conservée pour réaliser un achat au cours d'une période ultérieure
↓	↓	↓
Avec le développement de l'activité économique, nécessité de recourir à un bien intermédiaire accepté par tous : la monnaie.	Elle permet d'établir une échelle des prix (prix identique = rapport d'échange comparable).	Elle permet de transférer du pouvoir d'achat d'une période à une autre (fonction limitée par l'inflation).
La monnaie permet d'acquérir n'importe quel bien à tout moment : c'est un actif parfaitement liquide.		

3. La dimension sociale de la monnaie

La monnaie est un élément constitutif d'une société, elle constitue un élément de référence commune aux membres d'une société. Son acceptation repose sur la confiance, c'est une convention sociale : chacun ne l'accepte qu'à condition que les autres l'acceptent. Cette confiance est renforcée par la garantie qu'apporte l'État. Expression de la souveraineté nationale, la monnaie crée donc un lien politique entre les hommes.

Pour Michel Aglietta et André Orléan, la monnaie est à la fois le produit de la confiance (puisque chacun l'accepte, je l'accepte d'où le sentiment d'appartenance sociale) et de violence (violence mimétique puisque chacun le désire, d'où une lutte potentielle).

La monnaie, entre violence et confiance, 2009.



Les formes de la monnaie

L'approche fonctionnelle est donc une approche instrumentale : la monnaie est considérée comme un simple outil, un instrument technique de simplification des échanges. Les hommes auraient inventé la monnaie pour résoudre les difficultés liées au troc. Il en découle une conception linéaire de l'histoire des formes de monnaie : monnaie marchandise → monnaie scripturale en passant par la monnaie métallique (processus de dématérialisation). (1)

Nous verrons que cette vision linéaire peut être partiellement remise en cause (2)

1. Vers une dématérialisation de la monnaie

Doc. 3

La monnaie marchandise



La marchandise choisie comme monnaie possédait souvent une double nature résultant d'un usage monétaire (intermédiaire des échanges) et d'un usage utilitaire (bien de consommation). La valeur d'échange de la monnaie se fondait alors sur sa valeur d'usage.

Parmi ces monnaies-marchandises, nous pouvons citer les fèves de cacao utilisées au XVI^e siècle par les Aztèques, la morue employée à Terre-neuve, le sucre aux Indes orientales, le sel en Nouvelle Guinée ou les briques de thé compressé au Tibet. D'autres marchandises pouvaient ne pas avoir de valeur d'usage. L'exemple le plus souvent cité est le cauri, petit coquillage récolté dans l'océan indien ayant servi de monnaie dans plusieurs régions d'Afrique et d'Asie.

Christian Ottavj, monnaie et financement de l'économie, 2010.

Doc. 4**Une monnaie marchandise particulière, la monnaie métallique**

Le bien servant de monnaie doit, dans l'idéal, présenter des caractéristiques particulières : accepté par tous ; non périssable pour constituer une réserve de valeur ; divisible pour faciliter l'acquisition de petites quantités de bien ; suffisamment rare pour permettre l'achat de beaucoup de marchandises sans être obligé de transporter une grande quantité de monnaie.

On comprend mieux alors pourquoi les métaux précieux et l'or ont longtemps servi de monnaie d'échange. La monnaie métallique peut prendre plusieurs formes. La monnaie pesée (des lingots dont on pesait le poids avant de réaliser une transaction, transformés plus tard en pièces), puis la monnaie frappée par les autorités politiques ou religieuses qui en garantissait la teneur en métaux précieux.

P.-A Corpron, *Économie et histoire des sociétés contemporaines*.

Doc. 5**La monnaie fiduciaire**

Les monnaies de papier (c'est-à-dire les billets) constituent une étape importante dans le processus de dématérialisation des signes monétaires. [...] Il est accepté en vertu de la confiance accordée à son émetteur, d'où le nom de monnaie fiduciaire donné aux billets (fiducia veut dire confiance en latin).

Si la prééminence du billet apparaît après 1914, son développement a connu plusieurs étapes. Au départ, le billet est un certificat représentatif de métaux précieux, ces derniers étant laissés dans les coffres des banques. Puis, dès le XVII^e siècle, les banques qui émettent des certificats de dépôts d'or comptent sur le fait que la totalité des porteurs ne réclameront pas ensemble leur conversion en or et émettent des billets « à découvert » à l'occasion de leurs opérations de crédits. Le volume des billets devient supérieur à l'encaisse métallique. [...] À partir de 1848, la banque de France reçoit le monopole de l'émission de billets.

Dominique Plihon, *la monnaie et ses mécanismes*, collection repères, la découverte, 2004.

Doc. 6**La monnaie scripturale**

De nos jours, les agents économiques effectuent principalement leurs transactions en utilisant la monnaie qu'ils possèdent sur leurs comptes bancaires. Dans ce cas, ils utilisent de la monnaie scripturale, c'est-à-dire une écriture comptable qui circule dans l'économie grâce à plusieurs instruments de paiements.

La monnaie scripturale [...] vient du mot latin « scriptum » qui signifie écriture : c'est donc une monnaie d'écriture. Elle est constituée par les sommes inscrites sur les comptes à vue ou dépôts détenus auprès des intermédiaires financiers. [...] Ces sommes sont directement utilisables pour régler les dettes.

François Combe, Thierry Tacheix, *l'essentiel de la monnaie*, Galino éditeur, 2001.

Exercice 3 À l'aide des documents 3 à 6, complétez le tableau ci-dessous.

	Définition et caractéristiques	Exemples	Analyse (à compléter)
Monnaie marchandise (document 3)			Considérée historiquement comme la..... forme de monnaie, elle fut abandonnée car son utilisation n'était pas...
Monnaie métallique (document 4)			Les pièces d'..... et d'..... avaient un inconvénient majeur: leur disponibilité pouvait être limitée par l'insuffisance des découvertes des mines d'.... et d'.....
Monnaie fiduciaire (document 5)			Très vite, l'habitude fut prise d'émettre une quantité de..... pour une valeur supérieure aux quantités d'or déposées dans les banques. Pour pallier les risques de faillite, l'État imposa un cours légal puis un cours forcé en 1936.
Monnaie scripturale (document 6)			La monnaie scripturale est aujourd'hui la monnaie la plus..... elle représente environ 90 % de la monnaie en circulation.

Les formes sous lesquelles se présente la monnaie ont donc évolué et continuent d'évoluer dans le sens de la dématérialisation.

■ Les monnaies-marchandises

Généralement les monnaies marchandises avaient une double nature :

- **Usage monétaire** (échange).
- **Usage non monétaire** (biens de consommation → valeur intrinsèque)

Selon les anthropologues : aspect symbolique primordial.

Il existait aussi des monnaies marchandises sans valeur intrinsèque (coquillage, certaines régions d'Afrique et d'Asie).

■ Les monnaies métalliques

Progressivement le métal (plomb, cuivre et, très rapidement l'or et l'argent) prend la première place dans les transactions du fait de caractéristiques propres :

- malléable
- divisible
- rapport élevé valeur/volume → transport facilité
- inaltérable
- difficile voire impossible à imiter

■ La monnaie papier sous forme de billets de banque

À l'origine, ces billets étaient des reconnaissances de dette de la part d'un banquier, toujours convertibles en monnaie métalliques (certificats de dépôts d'or). Ils devinrent peu à peu inconvertibles (c'est ce que les spécialistes nomment le cours forcé).

Aujourd'hui, le billet de banque n'a pas de valeur intrinsèque, sa valeur monétaire est liée à la confiance accordée à son émetteur. Il fait partie avec la monnaie divisionnaire (pièces dont la valeur faciale est indépendante du contenu en métal) de la monnaie fiduciaire (fiducia = confiance en latin).

■ La monnaie scripturale

C'est un simple nombre inscrit (au crédit ou au débit d'une personne ou d'une entreprise) dans les livres de compte d'une banque qui la gèrent et la créent.



Il ne faut pas confondre la monnaie avec les instruments qui la mettent en mouvement : le support en est aujourd'hui le chèque puis avec le progrès technique, le virement, le TUP (titre universel de paiement) ou TIP (titre interbancaire de paiement), la carte bancaire.

Le support n'est pas monnaie car il n'est pas réserve de valeur, la valeur ne survient que lorsqu'il est écrit et permet effectivement de transférer de la monnaie d'un compte à un autre.

La monnaie électronique : ensemble des techniques informatiques (magnétiques, électroniques et télématiques) permettant l'échange de fonds sans support papier :

PME : porte monnaie électronique

PMV : porte monnaie virtuel (transaction à distance)

Ces pratiques bancaires sont très anciennes dans les communautés des grands marchands, certaines remontent à l'invention de l'écriture. Ex Mésopotamie, 2000 avant JC, Grecs et romains IX, Italie XVIII^e.

Dès le XVI, les paiements par écriture vont dépasser dans la communauté des grands marchands ceux effectués en pièces.

Si les principaux éléments des systèmes de paiement scripturaux sont mis en place dès la renaissance, la généralisation aux ménages date des années 60 en France quand l'État rend obligatoire le paiement par chèque à partir d'une certaine somme.

- 1966 : 18 % des ménages sont titulaires d'un compte chèque ou livret bancaire.
- 1972 : 62 %.
- 1984 : 92 %.
- 2005 : 99 %.

2. Les différentes formes de monnaie aujourd'hui

Doc. 7



Compositions des moyens de paiement en France.

En %	1960	1980	2000	2007
Monnaies divisionnaires (pièces) et billets	1,2	1,2	0,8	
Monnaie fiduciaire	41	20	11,8	10
Dépôts à vue (monnaie scripturale)	57,8	78,8	87,4	90
Total	100	100	100	100

Doc. 8



Les instruments de circulation de la monnaie scripturale

En % en fonction des sommes totales qui circulent	1985	2000	2006
Le chèque bancaire	73	38,4	26,5
Virements bancaires	12	15,6	15,8
Avis de prélèvement/TIP (titre interbancaire de paiement)	7,3	15,4	17,5
Cartes bancaires	4,1	29,3	39,3
Autres	2,6	1,2	0,9
Total	100	100	100

Exercice 4



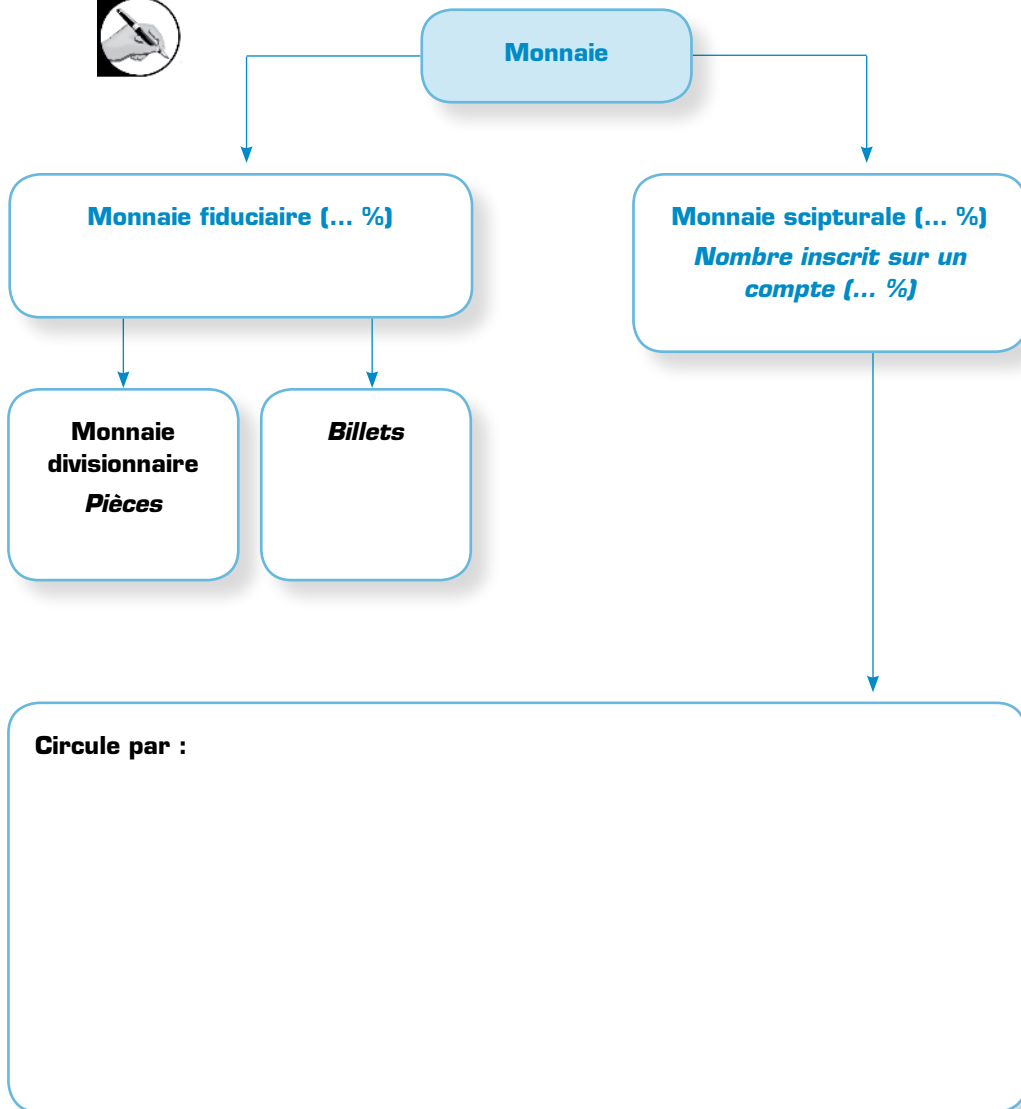
- 1 Intégrez les données de 2007 dans une phrase (document 7).
- 2 Comment a évolué la part de la monnaie scripturale dans le total de la monnaie en circulation ? comment s'explique cette évolution ? (document 7)
- 3 Pourquoi qualifie-t-on cette évolution de dématérialisation de la monnaie ?

- 4 Recherchez la signification de TIP (titre interbancaire de paiement).
Qu'est-ce qu'un virement interbancaire ? (document 8)
- 5 Intégrez les données soulignées dans une ou plusieurs phrases (document 8). Qu'en concluez-vous ?

Les différentes formes de monnaie aujourd'hui sont donc :

- La monnaie fiduciaire : billets et pièces.
- La monnaie scripturale : qui circule de plus en plus souvent par cartes bancaires.

Exercice 5 Complétez le schéma ci-dessous.



2

Comment l'activité économique est-elle financée ?

Introduction

Dans les économies contemporaines, les agents économiques ont besoin d'argent pour financer leur projet. Du ménage qui achète un appartement ou une nouvelle voiture à l'entreprise qui doit se moderniser ou s'agrandir en passant par l'État qui doit financer la construction d'écoles.

Mais les situations financières des agents économiques sont diverses. Si certains dégagent structurellement une épargne, d'autres manquent de ressources financières. Comment alors les mettre en relation ? C'est tout l'objet du financement de l'économie.

Notions à acquérir

Les notions à découvrir et à acquérir (d'après le programme officiel) sont les suivantes :

- ▶ Autofinancement
- ▶ Financement direct/indirect
- ▶ Taux d'intérêt
- ▶ Risque de crédit

■ Activité de sensibilisation

Doc. 1

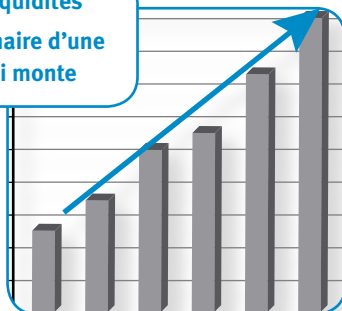


Boostez vos liquidités

Devenez actionnaire d'une entreprise qui monte

« planchevoile.SA »

Une entreprise qui a le « vent en poupe »



Exercice 6

Étape 1^{er} janvier 2009 : La société « planchevoile » à la recherche de financement

La société anonyme « planchevoile », fabriquant de planche à voile très performante et compétitive, cherche à s'agrandir pour répondre à une demande en pleine expansion.

Son capital social initial de 400 000 euros lui a permis de démarrer modestement. Pour financer son nouveau projet d'investissement (nouveau local, divers équipements...) elle a besoin de 200 000 euros supplémentaires.



Questions

- 1 Rappelez à quoi correspond le capital social d'une entreprise ?
- 2 Comment peut-elle financer ses nouveaux projets d'investissement ?

Étape 2 : le rôle de la banque et de la bourse

Pour financer son investissement, elle décide d'emprunter 100 000 euros à sa banque. Sa banque accepte de lui prêter cette somme moyennant un taux d'intérêt fixé à 4,5 % par an sur 10 ans. Pour le reste, elle décide d'augmenter son capital social, en émettant 100 actions nouvelles de 1 000 euros.



Questions

- 3 Que représente le taux d'intérêt pour la banque ? pour l'entreprise « plancheavoile » ?
- 4 Quel est l'intérêt pour l'entreprise d'émettre des actions ? quel est le risque ?

Étape 3 : l'actionnaire entre en jeu et c'est vous !

Vous décidez d'acheter les 100 actions mises sur le marché.

- 5 Quelle part du capital possédez-vous ?
- 6 Quel est l'intérêt pour vous d'avoir acheté des actions ? Quels en sont les risques ?

Étape 4 décembre 2010 : l'entreprise réalise des profits

La société a réalisé des profits importants et décidé de redistribuer une partie de ses bénéfices, soit la somme de 50 000 euros entre les actionnaires.



Questions

- 7 Comment la comptabilité nationale mesure-t-elle le profit des entreprises ?
- 8 Quelles différences faites-vous entre profit et bénéfices ?
- 9 Quelle somme allez-vous recevoir sous forme de dividendes ?

Étape 5 juillet 2010 : Vous avez besoin de liquidités pour partir en vacances en Martinique. Vous décidez de vendre la moitié de vos actions dont le cours a augmenté de 50 %.



Question

10 À combien se chiffre la plus value réalisée ?

Cet exemple illustre le fait que les agents économiques à certains moments ont besoin de financer certaines dépenses et à d'autres moments dégagent une épargne qu'ils souhaitent placer. Au niveau macroéconomique certains secteurs institutionnels sont traditionnellement demandeurs de capitaux (les Sociétés non financières et les administrations publiques) alors que les ménages (hors entreprises individuelles) cherchent traditionnellement à placer leur épargne. Il existe plusieurs façons de se procurer des fonds et plusieurs possibilités de placer voire de faire fructifier son épargne. Comment mettre l'épargne des uns à disposition de ceux qui ont besoins de liquidités pour financer leurs projets ? Deux circuits de financement apparaissent à travers cet exemple, pour faire simple : la bourse et les banques. Ces différentes voies seront étudiées en détail (B et C) après une présentation plus générale (A).



Les circuits de financement

1. Des situations financières contrastées

a. Les agents en besoin de financement

Exemple

Pacsés depuis deux ans, Pierre et Anaïs viennent d'avoir un enfant. Ils décident d'acheter un appartement, l'appartement dans lequel ils sont locataires est devenu trop étroit.

Doc. 2



Pierre est informaticien dans une entreprise depuis 3 ans et gagne environ 2 500 euros nets par mois. Anaïs est professeur des écoles depuis 4 ans et gagne 1 600 euros nets par mois. Ils disposent d'un compte épargne sur lequel ils versent chaque mois 300 euros et disposent d'une somme de 20 000 euros.

Ils ont eu le coup de cœur pour un appartement centre-ville de 85 m² mis en vente à 180 000 euros.

Exercice 7



- 1 Quel est le montant de l'épargne accumulée par Pierre et Anaïs ?
- 2 Quel pourcentage ce montant représente-t-il par rapport au coût de l'appartement ?

- 3 Pourquoi peut-on affirmer qu'ils ont un « besoin de financement » ? Comment peuvent-ils le satisfaire ?
- 4 En fonction de quel critère leur accordera-t-on la somme nécessaire à l'achat de leur appartement.

Les exercices 5 et 6 illustrent donc la situation d'agents économiques en besoin de financement (la société plancheavoile) et le couple Pierre et Anaïs.

Qu'est-ce qu'un besoin de financement ?

Du point de vue de la comptabilité nationale, un secteur institutionnel a un besoin de financement lorsque l'épargne est inférieure à l'investissement. Ce sont traditionnellement les entreprises (sociétés non financières et entreprises individuelles) et les Administrations publiques qui sont généralement en capacité de financement.

Les entreprises doivent investir pour rester compétitive et répondre à la demande. Elles doivent réagir vite, faire des dépenses immédiates qui ne rapporteront que plus tard dans le temps. Quand leur épargne brute (bénéfices mis en réserves + amortissements) ne suffit pas à financer leurs investissements, elles sont en « besoin de financement ».

Les administrations publiques étant structurellement déficitaires (exemples de la crise des dettes publiques), elles sont également dans ce cas.

Exercice 8 Les secteurs institutionnels en besoin de financement

Doc. 3



Secteurs institutionnels	en milliards d'euros			
	2006	2007	2008	2009
Entreprises non financières	-54,4	-49,4	-64,4	-22,9
Administrations publiques	-41,9	-51,8	-65,0	-144,4
Administration centrale	-37,8	-43,9	-55,4	-114,8
Administrations locales	-3,1	-7,6	-8,7	-5,6
Administrations de sécurité sociale	-1,0	-0,2	-0,9	-24,0

INSEE.



Questions

- 1 Donnez la signification des données soulignées.
- 2 Comment ont évolué les besoins de financement ?

Avec la crise, en 2009, l'investissement des entreprises a chuté ce qui explique la diminution du besoin de financement des sociétés non financières.

En 2009, le besoin de financement des administrations publiques centrales a plus que doublé (- 114,8 milliards d'euros, contre - 55,4 milliards d'euros en 2008). Cette dégradation est imputable à une chute des recettes et une accélération des dépenses.

Le déficit des administrations publiques locales s'améliore à - 5,6 milliards d'euros après - 8,7 milliards d'euros en 2008 : les dépenses ralentissent et les recettes accélèrent.

Après une année 2008 de quasi-équilibre des comptes, le besoin de financement des administrations de sécurité sociale s'est nettement accru en 2009 pour atteindre 24,0 milliards d'euros. Fortement grevées par la crise économique, les recettes ont stagné pour la première fois depuis l'après-guerre, alors que les dépenses ont été très dynamiques en raison notamment de la dégradation de la situation sur le marché du travail.

b. Les agents en capacité de financement

Qu'est-ce qu'une capacité de financement ?

Pour la comptabilité nationale, un secteur institutionnel a une capacité de financement dès lors que son épargne est supérieure à l'investissement souhaité. Le secteur institutionnel des ménages (qui comprend les entreprises individuelles) a globalement une capacité de financement (c'était le cas de Pierre et Anaïs avant l'achat de leur appartement). Les ménages investissent lorsqu'ils achètent des logements et les entrepreneurs individuels lorsqu'ils achètent du capital fixe.

Les sociétés non financières dégagent traditionnellement une capacité de financement : les sociétés d'assurance qui font partie des sociétés financières doivent épargner pour faire face à des dépenses liées à la réalisation d'un risque (tempête par exemple).

C'est le cas aussi des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM) comme les associations, les clubs sportifs ou les partis politiques.

Exercice 9 Les secteurs institutionnels en capacités de financement

Doc. 4



	en milliards d'euros			
Secteurs institutionnels	2006	2007 (r)	2008 (r)	2009
Entreprises financières	8,1	0,9	15,6	23,9
Ménages (1)	55,6	60,1	61,2	88,4
ISBLSM	0,0	-0,3	0,0	0,9



Questions

- 1 Donner la signification des données soulignées.
- 2 Comment expliquer la hausse de la capacité de financement des ménages en 2009 ?

c. Analyse macroéconomique et réalités microéconomiques

L'analyse macroéconomique issue de la comptabilité nationale distingue les secteurs institutionnels (document 3) à besoin de financement des secteurs institutionnels à capacité de financement (document 4). Cependant derrière ce constat global (macroéconomique), les réalités individuelles (microéconomique) peuvent être très hétérogènes. Si les collectivités locales sont en besoin de financement (5,6 milliards en 2009), certaines mairies peuvent être dans une situation financière très saine alors que d'autres seront surendettées. Certaines entreprises très capitalistiques doivent assumer des investissements très lourds d'un point de vue financier alors que d'autres investissent beaucoup moins. Enfin, il existe de très fortes inégalités au sein des ménages. Certaines catégories sociales les plus aisées ont à la fois un patrimoine élevé et un taux d'épargne très élevé, alors que certains ménages sont surendettés.

Comment satisfaire les besoins de financement des uns et utiliser les capacités de financement des autres ? Le système économique et financier peut-il mettre l'épargne des uns à la disposition de ceux qui ont besoin de liquidités.

2. Les différents modes de financement

Doc.5



En théorie, les besoins de financement peuvent être assurés de plusieurs façons. Le financement est interne (autofinancement) quand il est couvert par l'épargne de l'agent. Il s'agit alors d'autofinancement, que l'on désigne aussi comme un financement sur fonds propres. Lorsque cette épargne est insuffisante il doit se procurer un financement externe, qui peut être obtenu auprès des agents financiers (financement indirect ou intermédiaire), ou sur les marchés de capitaux (financement direct ou désintermédiaire).

Exercice 10



- 1 Qu'est qu'un financement interne ? externe ?
- 2 Reprenez l'exercice 1 : l'entreprise « plancheavoile.SA » fait-elle appel et pour combien, à l'autofinancement ? au financement externe direct ? au financement externe indirect ?

Autofinancement

Mode de financement par les ressources propres de l'entreprise: dotation aux amortissements, provisions et bénéfices non distribués (réserves).

B

Le financement externe, direct et indirect

1. Les deux circuits de financement externe

Doc. 6



Le financement externe direct est le financement par le marché financier. Il est dit direct ou désintermédié car il ne fait pas appel aux intermédiaires bancaires et il permet de mettre directement en contact l'offre et la demande de capitaux. Les deux moyens principaux qui permettent aux entreprises de se financer sur le marché financier sont: l'émission d'actions et d'obligations.

Le financement externe indirect est le financement par le crédit bancaire. Il est dit indirect ou intermédié car les banques jouent le rôle d'intermédiaire entre les épargnants et les emprunteurs, en transformant les dépôts en crédits (Nous verrons dans le chapitre 3 les mécanismes de création monétaire associé aux opérations de crédit).

Exercice 11



- 1 Où s'effectue le financement direct ? Pourquoi ce financement est-il appelé « direct » ?
- 2 Pourquoi doit-on aussi recourir à un financement « indirect » ?

Il existe donc deux circuits de financement externe :

Le financement direct (voie 1 du schéma1)

L'agent épargnant achète un titre d'une société ou d'une administration qui a besoin de fonds: ceci se déroule sur le marché financier qui centralise les offres et les demandes de capitaux. C'est sur le marché boursier que s'échangent les capitaux à long terme, le marché des capitaux à court terme sera étudié dans le chapitre 3. Les deux supports essentiels sont les actions et les obligations: ce sont les deux principales valeurs mobilières.

L'action est un titre de propriété d'une partie du capital d'une entreprise. L'actionnaire a un droit de vote (une action = une voix) aux assemblées générales d'actionnaires et le droit de percevoir une partie des bénéfices de l'entreprise sous forme de dividendes.

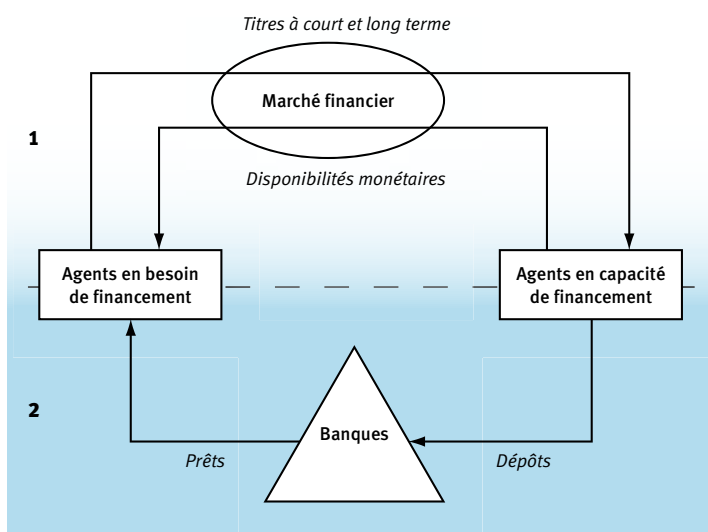
L'obligation est un titre de créance (prêt) à long terme émise par une entreprise ou une administration publique. Le détenteur d'obligation perçoit des intérêts et l'obligation (la créance) lui est remboursée à l'échéance.

Le financement indirect (voie 2 du Schéma)

Les intermédiaires financiers (établissements financiers et banques) collectent les dépôts de leurs clients et leur accordent des crédits. Cette opération fait l'objet d'une expertise de la part de l'établissement financier qui estime le risque de crédit. Néanmoins ces intermédiaires financiers peuvent répartir les risques car ils prêtent à de nombreux agents économiques.



À retenir



1 = Financement direct ou désintermédié : financement par autofinancement et recours au marché financier.

2 = Financement indirect ou intermédié : financement par le crédit bancaire. La banque sert d'intermédiaire entre les agents en besoin de financement.

2. À quoi sert le marché financier? (financement direct)

Le marché financier a une double fonction. C'est d'abord un marché du neuf (comme les ventes d'automobiles neufs) permettant aux entreprises d'obtenir des financements supplémentaires sous forme d'augmentation de capital (émissions d'actions nouvelles) ou de prêts obligataires (émissions d'obligations). C'est le marché primaire.

Le marché financier est aussi un marché de l'occasion (comme les ventes et achats d'automobiles d'occasion) où s'échangent des actions et obligations déjà émises. C'est le marché secondaire.



Les opérations et risques de crédit (financement indirect)

1. Les différents crédits (exemple des crédits accordés aux ménages)

Les crédits sont multiples, divers, s'adressent aux différents acteurs de l'économie et les conditions de prêts dépendent des garanties que peuvent ou non offrir les emprunteurs.

Il existe essentiellement deux catégories de crédits proposés aux ménages : les crédits à la consommation et les crédits immobiliers.

Les crédits à la consommation sont des crédits à court (durée inférieure à 2 ans) et moyen terme (entre 2 et 7 ans). Ces crédits sont d'un montant maximum de 75 000 euros. Dans cette catégorie, on trouve aussi des crédits renouvelables. Dans ce cas, l'établissement de crédit met à disposition d'un client une somme d'argent moyennant intérêts (souvent élevés voire très élevés) sur la partie utilisée. Cette somme se renouvelle au fur et à mesure des remboursements de capital. Elle peut être remboursée à tout moment, en totalité ou partie. Ces crédits permanents sont aussi dénommés compte permanent, réserve d'argent, crédit revolving.

Les crédits immobiliers concernent l'acquisition d'un logement, d'un terrain ou des travaux de rénovation (au-delà d'un seuil de 75 000 euros).

Les taux d'intérêt représentent le coût de l'emprunt pour les emprunteurs et la rémunération d'un placement pour les créanciers.

Les taux d'intérêts peuvent être à taux fixes ou à taux variable (ou révisable). Les taux d'intérêt variables sont des taux définis par rapport au taux de base bancaire, plus un certain %. Par exemple, si le taux d'intérêt de base (prime rate) courant est de 4 %, il peut ensuite évoluer à la baisse ou à la hausse en fonction de l'évolution de taux de référence. Avec un plancher (par exemple 3 % et un plafond par exemple 5 %).

Les taux d'intérêts fixes le sont pour la durée du prêt, ce qui permet de connaître dès le départ les sommes à rembourser.

Les taux d'intérêt proposés aux clients varient selon le type de prêt et les garanties de l'emprunteur qui ont une note (cote de crédit). Note élevée pour les clients offrant d'excellentes garanties (en terme d'épargne, de revenus, de patrimoine...), note faible pour les clients offrant de faibles garanties (accidents de paiements, faible épargne...).

Ainsi, par exemple les taux d'intérêt intègre un % de risque de crédit pour le genre de prêt et un % de risque de l'emprunteur qui sera d'autant plus élevé que l'emprunteur aura de faibles garanties.

Risque de crédit : Le risque de crédit est le risque que l'emprunteur ne rembourse pas sa dette à l'échéance fixée.

2. L'exemple des dettes publiques

Doc. 8



Dettes des Etats : taux record pour la Grèce et l'Irlande

« Les marchés n'ont pas repris confiance dans la capacité de certains Etats de la zone euro à faire face à leurs dettes. En témoignent les taux d'intérêt que doivent servir la Grèce, le Portugal ou l'Irlande, qui n'ont jamais été aussi élevés comparés à ceux de l'Allemagne. Le gouvernement grec a certes obtenu le satisfecit du Fonds monétaire international (FMI) et de la Commission, qui ont autorisé le tirage d'une deuxième tranche du prêt de 110 milliards d'euros consenti au printemps dernier. Mais la rue gronde, alors que le pays est plongé dans une récession sévère, avec un taux de chômage qui atteint 11,8 %. La situation est également très tendue pour l'Irlande : la notation de sa dette a été dégradée fin août par Standard & Poor's. En cause : le coût exorbitant pour l'État du soutien à un secteur financier plombé par l'écroulement du marché immobilier, alors que l'Irlande a déjà le déficit budgétaire rapporté au PIB le plus important de l'Union (11,6 % du PIB). [...] »

Sandra Moatti. Spécial Web «*Dettes des États : taux record pour la Grèce et l'Irlande.* »

Les investisseurs réclament désormais une autre prime, non pas liée à une éventuelle inflation mais plutôt le risque d'une incapacité de certains Etats très endettés, en particulier en Europe (Portugal, Irlande, Italie, Grèce, Espagne), de ne pas rembourser leurs dettes. Ces hausses de taux longs reflètent alors la défiance des marchés à l'égard de ces Etats qu'ils jugent trop fortement endettés.

	2007	2008	2009	2010
Grèce	4,5	5	5,8	11,2
Irlande	4,3	4,4	5,8	5
Portugal	4,2	4	4,3	5
Espagne	4,2	4	4	4,2
Belgique	4,2	4	4	3
France	4	3,8	3,8	2,5
Allemagne	4	2,8	3	2,3

Exercice 12



- 1 Relevez le niveau des taux d'intérêt longs en Grèce et en Allemagne en août 2010?
- 2 Comment expliquer une telle différence ?
- 3 Quelles peuvent être les conséquences pour la Grèce ?

3

Qui crée la monnaie ?

Introduction

Créer de la monnaie dans une économie c'est augmenter la quantité de monnaie dont disposent les différents agents économiques. Qui détient ce pouvoir fabuleux ?

Dans le chapitre 1, nous avons étudié les différentes formes de monnaie fiduciaire (10 % de la monnaie en circulation) ou scripturale (90 % de la monnaie en circulation). On est donc amené à se poser au moins deux questions :

- Qui peut créer la monnaie fiduciaire, c'est-à-dire les pièces et les billets ?
- Qui peut créer la monnaie scripturale, c'est-à-dire les sommes inscrites sur les dépôts à vue des agents économiques ?

La BCE et les banques centrales nationales des pays de la zone euro sont habilitées à émettre les billets en euros (c'est la fameuse « planche à billets »). Généralement, c'est le trésor public de chaque pays qui se charge de la production de pièce. Cependant, la production ne correspond pas à une émission de monnaie. Les pièces ne peuvent être mises en circulation qu'après avoir été échangé avec leurs équivalences en billets.

Concernant la création de monnaie scripturale, les choses sont à la fois simples et complexes comme le suggèrent les documents ci-dessous ?

Notions à acquérir

Les notions à découvrir et à acquérir (d'après le programme officiel) sont les suivantes :

- ▶ Masse monétaire
- ▶ Marché monétaire
- ▶ Banque centrale
- ▶ Prêteur en dernier ressort



©Cned-G.Cousseau–2000

Doc. 1

« Le banquier peut créer de la monnaie sans se faire traiter de faussaire. Il peut prêter ce qu'il n'a pas sans se faire traiter d'escroc. C'est son droit, c'est même l'essentiel de sa fonction. »

Jean-Marie Albertini, *Des sous et des hommes*, seuil, Paris, 1985.

Exercice 13

- ❶ Quelle fonction bancaire a-t-elle été précisée dans le chapitre précédent ?
- ❷ Quel type de monnaie peut créer les banques commerciales ?
- ❸ Rechercher la signification de « ex nihilo », pourquoi cette expression est-elle utilisée dans la bande dessinée ?
- ❹ Les banques peuvent-elles accorder autant de crédits que le souhaiteraient les agents économiques ?
- ❺ Que sous-entend la dernière image concernant le rôle de la banque centrale ?

La première image que l'on a de la création monétaire est celle de la planche à billets et des imprimeries de la banque Centrale. Pourtant, elle ne représente qu'une fraction très limitée de la création monétaire et d'autres agents, en premier lieu les banques commerciales disposent de ce pouvoir exceptionnel. Ainsi, les banques sont en mesure de créer (ex nihilo) de la monnaie chaque fois (ou presque) qu'elles diront « oui » à une demande de crédit. Dans ce chapitre seront ainsi présentés le rôle des banques commerciales, puis celui de la banque centrale et enfin du trésor public dans ce processus.



La création monétaire par les banques commerciales

Le processus de création monétaire par les banques commerciales sera abordé à travers un exemple fictif. L'exercice qui s'y rapporte est présenté dans son intégralité ci-dessous mais vous ne devez répondre aux questions que lorsqu'on vous le précisera dans le cadre du cours.

Doc. 1**Exemple fictif**

Étape 1 : création de monnaie scripturale

Les acteurs : M. Durand et sa banque (la banque 1)

Le 02/01/2011 : La banque 1 accorde à son client, M. Durand, un crédit à la consommation de 2 000 euros à un taux de 3 %.

- ❶ En supposant que le solde du compte à vue de M. Durand était à 0, à combien s'élève son nouveau solde ?

- 2 OÙ la banque a-t-elle pris les 2000 euros qu'elle a inscrit sur le compte de M. Durand ?
- 3 Montrez qu'il y a création monétaire.

Étape 2/3 : Utilisation du crédit

Étape 2 : Le 15/01/2011

Les acteurs : banque 1, M. Durand, M. Martin, la banque 1.

M. Durand achète une planche à voile à 800 euros à son ami M. Martin qui possède un compte à la banque 1.

- 1 Comment M. Durand peut-il régler cet achat ?
- 2 Si M. Durand fait un chèque à M. Martin. Quelles seront les différentes opérations enregistrées par la banque 1 ?
- 3 Y a-t-il création monétaire ?

Étape 3 : Le 30/01/2011

Les acteurs : banque 1, M. Durand, Entreprise « rêves de voyage », banque 2.

M. Durand dépense le reste de son crédit pour un voyage au Costa Rica. Il établit un chèque à l'agence « rêves de voyage » qui a un compte à la banque 2.

- 4 Devant quels problèmes se trouve alors la banque 1 ?

Étape 4 : Remboursement anticipé du crédit

Les acteurs : M. Durand, banque 1.

M. Durand gagne au loto et décide de rembourser son prêt.

- 1 Quelles sont les opérations enregistrées par la banque 1 ?
- 2 Montrez qu'il y a destruction monétaire.

1. Les banques commerciales créent de la monnaie scripturale en accordant des crédits et des avances aux agents économiques

Exercice 13

Répondre aux questions de l'étape 1 de l'exemple fictif (document 1)



Dans ce système de banque unique, on peut représenter schématiquement l'opération par les comptes de la banque 1 et de M. Durand.

(actif)	Banque 1	(passif)	(actif)	Banque 1	(passif)
Crédit : + 2000	Dépôt à vue M. Durand + 2000		Avoir à la banque + 2000	Dettes :	+ 2000

La monnaie créée se concrétise par une inscription de 2000 euros sur le compte de M. Durand qui figure au passif de la banque, la contre partie est inscrite à l'actif (crédit) correspondant au montant de la créance que la banque a sur son client M. Durand.

Quant à M. Durand, il dispose d'une somme de 2000 euros à son actif, laquelle correspond à une dette envers sa banque.

Créance

Droit d'exiger une somme d'argent; celui qui détient une créance sur quelqu'un est son créancier. Dans notre exemple, la banque 1 dispose d'une créance sur son client M. Durand inscrite à l'actif de son bilan.

Dette

Engagement d'une personne de rembourser une somme d'argent; celui qui a une dette envers quelqu'un est son débiteur; les dettes d'un agent économique sont inscrites au passif de son bilan. Dans notre exemple, M. Durand a une dette envers sa banque 1, inscrite au passif de son compte.

L'actif désigne les avoirs de l'agent économique, ce qu'il possède.

Le passif correspond aux ressources utilisées pour financer les emplois (actif).

Il y a toujours égalité entre l'actif et le passif.

Les Banques commerciales créent de la monnaie scripturale en accordant des crédits, des avances aux agents économiques, en créditant d'autant leurs comptes.

Masse monétaire

Ensemble des actifs liquides (c'est-à-dire susceptibles d'être utilisés dans les règlements de dettes) détenus par les agents économiques.

En effet la quantité de monnaie dont dispose les agents économiques augmente, on dit que la masse monétaire augmente.

Cependant, tous les crédits ne donnent pas nécessairement lieu à de la création monétaire. En effet les banques commerciales collectent également de l'épargne; la part des crédits financés sur épargne ne participe pas, par définition, à la création monétaire (on parlera de financement non monétaire).

3. L'utilisation de la monnaie scripturale et limites à la création monétaire

Exercice 15

Répondre aux questions de l'étape 2 et 3 de l'exemple fictif



Doc. 3



Chaque jour des millions de chèques sont échangés entre clients de banques différentes : une chambre de compensation, placée sous surveillance de la banque de France, permet d'échanger quotidiennement les chèques que détient A sur B et réciproquement. Seuls les soldes de compensation font l'objet d'un règlement réel (ils sont réglés en monnaie centrale par virements entre les comptes que les banques détiennent auprès de la banque centrale).

Reste un dernier cas qu'il faut examiner : celui où le bénéficiaire du crédit accordé par la banque retire tout ou partie du crédit de ce compte, sous forme d'argent liquide (monnaie fiduciaire) [...]. En moyenne on constate qu'un cinquième des paiements s'effectuent sous cette forme.

D'après Denis Clerc, *Déchiffrer l'économie*, La découverte, 2001.

Exercice 16



- 1 Quelles sont les « fuites » auxquelles doivent faire face les banques commerciales lorsqu'elles créent de la monnaie scripturale ?
- 2 De quelle monnaie doivent disposer les banques pour faire face à ces « fuites » ? Ont-elles le pouvoir de la créer ?

Monnaie centrale (ou monnaie banque centrale) : Monnaie créée par la banque centrale. Chaque banque dispose d'un compte courant à la banque centrale. La monnaie centrale représente les encaisses en billets et les avoirs sur le compte courant des banques commerciales à la Banque de France.

Le pouvoir de création monétaire des banques commerciales est donc limité par les besoins de refinancement c'est-à-dire les besoins en monnaie banque centrale.

La création monétaire dépend de la capacité des banques à accorder des crédits ; dans le cas où il n'existerait qu'une seule banque, le pouvoir de création monétaire serait illimité. Dans les faits, les banques doivent faire face à des contraintes de liquidités. Elles doivent se procurer de la monnaie banque centrale pour répondre aux besoins de leurs clients, régler les soldes de compensation, acheter des devises à la banque centrale, assurer des transferts vers les comptes chèques postaux gérés par le trésor public et constituer des réserves obligatoires.

Réserves obligatoires : réserves en monnaie banque centrale que les banques et autres établissements financiers doivent déposer auprès de leur Banque Centrale pour pouvoir accorder des crédits. Ce taux se rapporte au montant des encours de crédit.

Où et comment les banques se procurent-elles de la monnaie centrale (des liquidités) ?

3. Le refinancement des banques commerciales en monnaie centrale (en billets) ?

Si une banque commerciale n'a pas assez de liquidités (monnaie banque centrale), elle peut s'en procurer directement auprès de la banque centrale et/ou sur le marché monétaire.

Doc. 5



Sur ce marché (monétaire) interviennent les banques, la banque centrale mais également des agents non financiers. On y échange des titres (à court terme) contre de la monnaie Banque Centrale. Une banque qui a besoin de monnaie centrale se la procurera en vendant des titres, alors qu'un agent qui dispose d'un excédent de liquidités cherchera au contraire à obtenir des titres qui rapportent un intérêt. Sur ce marché la banque centrale détient le rôle le plus important, elle peut créer de la monnaie centrale en achetant des titres, elle accroît ainsi la liquidité bancaire. Si elle souhaite au contraire limiter la création monétaire elle rendra plus difficile le refinancement des banques en vendant des titres.

La confrontation de l'offre et la demande de monnaie centrale détermine le taux d'intérêt du marché monétaire, encadré par la BCE.

Exercice 17



- 1 Que représente sur le marché monétaire, le taux d'intérêt ?
- 2 Comment la banque centrale peut-elle diminuer le taux d'intérêt ?
- 3 Pourquoi peut-elle chercher à le réduire ?

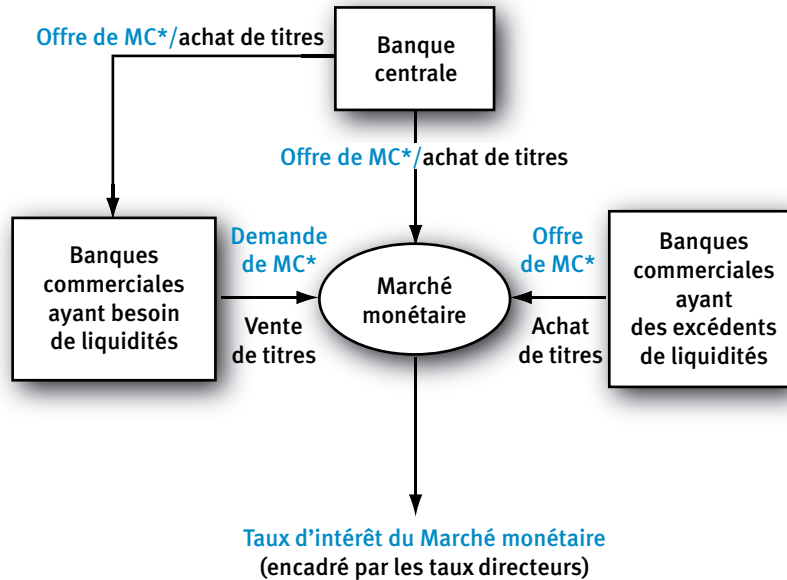
a. Les banques se refinancent essentiellement sur le marché monétaire

Le marché monétaire fait partie du marché des capitaux, c'est le marché des capitaux à court terme, à la différence du marché financier qui est le marché sur lequel sont émis et échangés les titres à moyen ou à long terme comme les actions et les obligations. (voir chapitre précédent)

Les taux d'intérêt à court terme se forment sur ce marché où se rencontrent l'offre et la demande de liquidités bancaires. Les établissements de crédit qui ont des excédents de trésorerie interviennent sur le marché monétaire en tant que « prêteurs » alors que ceux qui sont déficitaires interviennent en tant qu'« emprunteurs ». Les liquidités s'échangent contre des titres de créances à court terme [bons du trésor (dettes émises par de Etats), certificats de dépôts (dettes émises par des banques)...].

b. Les banques peuvent se refinancer directement auprès de la banque centrale

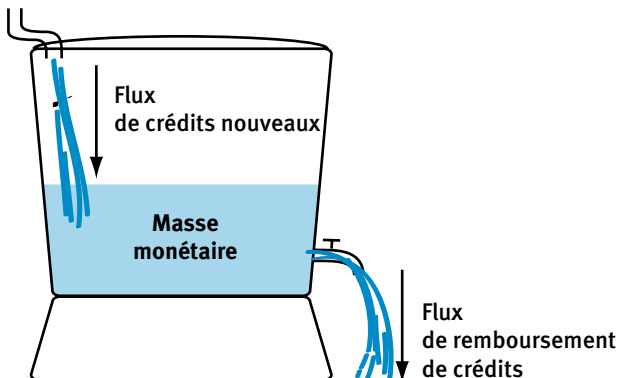
La Banque centrale peut fournir des liquidités (MC = monnaie centrale) aux banques en leur rachetant des titres (court terme).



MC* = monnaie centrale (liquidités)

4. La destruction monétaire

Exercice 18 Répondre aux questions de l'étape 4.



Lorsqu'un agent économique rembourse un prêt, il y a destruction monétaire car il y a autant de monnaie en moins à disposition dans l'économie.

Chaque année, les autorités monétaires calculent la variation de la masse monétaire résultant de la différence entre la création et la destruction monétaire.

B

Le rôle de la banque centrale dans la création monétaire

La banque centrale se trouve au cœur du système bancaire. La Banque de France fondée en 1800, nationalisée en 1945 est indépendante depuis 1993. Depuis 1999, le pouvoir monétaire appartient à la Banque Centrale Européenne (BCE), organe central de l'Eurosystème et du SEBC.

Eurosystème: composé de la BCE et des banques centrales nationales des pays de zone euro.

SBCE: Système européen des banques centrales, composé de la BCE et des banques centrales nationales des pays de l'UE.

La BCE définit la politique monétaire des pays de la zone euro. Conformément aux traités, l'objectif principal de la BCE est de maintenir la stabilité des prix (inflation inférieure à 2 %).

1. La banque centrale crée de la monnaie

- ▶ La banque centrale crée de la monnaie fiduciaire, en effet elle dispose du monopole d'émission des billets. Elle permet donc la transformation de la monnaie scripturale en billets.
- ▶ La banque centrale crée de la monnaie scripturale en accordant des crédits aux banques commerciales. Cette monnaie circule essentiellement entre les intermédiaires financiers qui ont un compte courant (y compris le trésor public) auprès de la banque centrale.

2. La banque centrale fixe les conditions de refinancement des banques commerciales

- ▶ La banque centrale peut refinancer directement les banques commerciales moyennant un taux d'intérêt (taux de refinancement) qu'elle détermine (conformément à la politique monétaire).

Elle fournit aux banques des liquidités en « prenant en pensions » des actifs à court terme (bons du trésor, créances diverses...).

Ces refinancements sont le plus souvent d'une durée de très court terme (un à quelques jours).

En cas de crise de liquidités (crises financières de 2008, voir dernière partie du chapitre), la banque centrale se doit de créer la monnaie nécessaire au bon fonctionnement de l'économie. Ainsi, en 2008, les banques centrales ont massivement refinancé les banques commerciales.

- ▶ La banque centrale fixe les taux directeurs qui encadrent le taux du marché monétaire. Fin 2010, le principal taux directeur défini par la BCE était fixé à 1 %. Ainsi lorsque le taux du marché monétaire (résultat de la confrontation entre l'offre et la demande de monnaie centrale) s'écarte du taux directeur, la BCE intervient sur le marché en achetant ou en vendant des titres opérations d'open market » pour que le taux d'équilibre se rapproche du taux directeur.

Elle influence donc le taux d'intérêt du marché monétaire correspondant au taux auquel les banques se prêtent entre elles.

« La Banque centrale européenne (BCE) a décidé, jeudi 2 décembre, de laisser son taux d'intérêt directeur inchangé à 1 %. Cette décision était largement attendue par les économistes et les marchés financiers. Ce taux de refinancement à 1 %, le plus bas de l'histoire de la BCE et établi pour faire face à la crise économique, est à ce niveau depuis mai 2009 » Le monde, 02 décembre 2010.

La banque centrale a une fonction de « bouclage » de liquidités du système monétaire, c'est « le prêteur en dernier ressort » : elle alimente ce dernier en liquidités et utilise cette fonction pour influencer le processus de création monétaire d'après les objectifs de politique monétaire.

La banque de France sous contrôle de la BCE (banque centrale européenne) fournit donc aux banques les liquidités dont elles ont besoin, suite aux crédits accordés aux agents économiques.

La BCE a donc un rôle majeur dans la définition et la mise en place de la politique monétaire qui sera étudiée dans la séquence suivante (5).

Le système bancaire est donc un système pyramidal :

Le système bancaire comprend à la base un ensemble de banques commerciales qui prêtent de la monnaie aux agents non financiers, tout en étant contrôlées par une banque centrale. Ce contrôle est double :

D'une part pour limiter le pouvoir de création ex nihilo des banques commerciales qui est susceptible de menacer le système économique, celles-ci ont un compte à la banque centrale qui doit être toujours provisionné. Ce compte sert à la compensation et au refinancement. D'autre

part, parce que la création monétaire agit sur la conjoncture économique, la banque centrale peut influencer l'émission de nouveaux moyens de paiements en intervenant sur le marché monétaire et en fournissant plus ou moins de liquidités. L'instrument privilégié de politique monétaire est aujourd'hui la fixation des taux d'intérêt.

La banque centrale est donc « la banque des banques ».



À retenir

**Banque
centrale
(BCE)**

- Veille sur le bon fonctionnement du système bancaire.
- Fixe les taux d'intérêt directeurs.
- Refinance les banques commerciales.
- Prêteur en dernier ressort.



Le rôle du trésor public

Le trésor public, c'est le caissier de l'État, il perçoit les recettes et règle les dépenses de l'État.

Il crée de la monnaie scripturale en tant que gestionnaire des CCP (comptes chèques postaux) lorsqu'il paie des fournisseurs ou des fonctionnaires ayant un CPP → pouvoir très faible.

Bons du trésor

Un bon du trésor est un titre représentant une dette à court terme de l'État. Les bons de trésor peuvent être achetés par des particuliers (bons sur formule) ou par des banques et autres institutions financières (bons en compte courant ou certificat de trésorerie).

Il crée indirectement de la monnaie scripturale lors du financement du déficit public

Jusqu'en 1993 : avance accordée par la banque centrale (aujourd'hui interdit).

Lorsque le Trésor public vend des bons du trésor, il augmente la quantité de monnaie dont dispose l'État pour financer ses dépenses, il y a donc plus de monnaie à disposition de l'économie.

D

Les agrégats : la mesure de la création monétaire dans le cadre de l'euro système

Dans la zone euro, l'identification des sources et mécanismes de la création monétaire s'articule autour de trois pôles inséparables :

- Un instrument d'évaluation de la monnaie en circulation.
- Une définition de la monnaie : les agrégats monétaires.
- La relation entre masse monétaire et les autres dettes et créances du secteur créateur de monnaie : M3 et ses contreparties.

Depuis l'instauration de la politique monétaire unique, l'analyse de la création monétaire dans la zone euro n'est pertinente que dans ce cadre.

La monnaie est un actif liquide, il existe différents degrés de liquidité (c'est-à-dire l'aptitude de l'actif à être transformé en moyen de paiement plus ou moins rapidement et à un coût plus ou moins faible). La monnaie est un actif parfaitement liquide, c'est l'actif le plus liquide.

Un actif réel est moins liquide qu'un actif financier qui est moins liquide que la monnaie. Cependant difficultés de tracer une frontière entre actifs monétaires et actifs non monétaires. Cette frontière est pour partie conventionnelle.

Les agrégats monétaires (M1, M2, M3) permettent de mesurer la masse monétaire en circulation ; Chaque agrégat est composé catégories d'actifs relativement homogènes du point de vue de leur liquidité. Les agrégats sont classés par ordre décroissant de liquidité.

Doc. 5



Les agrégats dans la zone euro

La BCE a défini des agrégats pour l'ensemble de la zone euro. Ils sont calculés par les banques centrales de chaque pays de la zone euro.

La création monétaire est calculée au travers de la croissance d'un agrégat large : M3

Les agrégats monétaires européens ont une structure gigogne ; ils comportent trois niveaux :

L'agrégat M1 : agrégat monétaire étroit

La masse monétaire comprend d'abord les actifs qui peuvent servir directement d'instrument de paiement. Il s'agit des disponibilités monétaires c'est-à-dire les liquidités immédiates, celles dont on peut disposer à tout moment pour effectuer des transactions. (Monnaies divisionnaires + billets + dépôts à vue dans les comptes courants) ; le tout forme M1.

L'agrégat M2 : agrégat monétaire intermédiaire M2

À M1 il faut y ajouter d'autres éléments, notamment ceux qui peuvent être facilement transformés en monnaie mais qui ne peuvent pas servir tels quels de moyens de paiement (on ne paye pas sa viande avec un livret de caisse d'épargne !) ; on les regroupe dans un ensemble qu'on appelle la quasi-monnaie (ou les disponibilités quasi monétaires).

Ils comprennent essentiellement :

- les livrets A et B des CE (la plus grande partie de cet ensemble)
- les livrets bleus du CM
- les autres livrets ordinaires soumis à l'impôt dans les banques.
- les livrets d'épargne logement
- les livrets d'épargne populaires
- les CODEVI (compte de développement industriel ayant les mêmes caractéristiques fiscales et financières (taux d'intérêt) que les livrets A des CE mais avec un plafond de dépôt différent ; les Sommes déposées sur les CODEVI sont destinées à financer les prêts à l'industrie alors que les Sommes déposées sur les livrets des CE financent les logements sociaux -prêts aux collectivités locales-).

L'agrégat M3 : masse monétaire au sens large

À M2, doivent également être ajoutés :

- les placements à court terme c'est-à-dire les dépôts rémunérés et dont la restitution ne peut-être demandée avant une date convenue à l'avance ; (on notera qu'ici n'est pas incluse l'épargne logement qui n'est pas considérée comme de la monnaie et fait partie de P1 - un agrégat de placement financier - ; même chose pour les plans d'épargne populaires) ;
- les avoirs en devises (dépôts à vue en devises étrangères)
- les titres courts du marché monétaire émis par les IF :
 - les certificats de dépôt négociables - CDN - titres émis par les Institutions Financières et auxquels peuvent souscrire les entreprises (qui en retour bénéficient d'une rémunération identique à celle du marché monétaire) ;
 - les Bons de Caisse : ce sont des formules de placement ; ceux qui y souscrivent détiennent une créance sur la banque émettrice, et sont rémunérés par un taux d'intérêt que leur verse la banque ; l'échéance est en général inférieur à 5 ans ;

C'est cet agrégat qui fait l'objet d'un suivi régulier des autorités monétaires chargées d'en contrôler la progression par une politique monétaire appropriée.



M1 : billets et pièces en circulation.

Dépôts à vue 3842,4 milliards d'euros (+ 2,5 % par rapport à 2007)

M2 : M1 + Dépôts à terme

Livrets à terme

CODEVI

7622,5 milliards d'euros (+10,5 % par rapport à 2007)

M3 : M2 +

Placements à terme

Avoirs en devises

Titres courts (certificats de dépôts...)

8957,1 milliards d'euros (+10,6 % par rapport à 2007)



La crise financière de 2008 et le rôle de des banques centrales



Beaucoup d'économistes ont commenté les actions des Banques Centrales ces derniers mois (2008). Cet article essaye d'expliquer ces actions en déterminant pourquoi et comment les Banques Centrales ont joué leur rôle de « pompier » au sein du système financier.

Lorsque les premières faillites apparaissent, les établissements financiers solvables qui détiennent des titres risqués en portefeuille vont essayer de les vendre rapidement pour en tirer la plus haute valeur de liquidation possible. Ces établissements ont alors besoin « d'argent frais » (liquidités) pour faire face à leurs pertes et couvrir leurs activités courantes. Ils vendent donc ces produits structurés (titres financiers adossés aux crédits à risque) dont la valeur de liquidation diminue à

mesure que l'offre de ces produits sur le marché financier augmente. La demande pour ces produits désormais trop risqués va, de ce fait, diminuer. S'enclenche à ce moment-là un mécanisme de « contagion » accompagné d'une crise de confiance. Si au bout d'un certain laps de temps ces titres risqués ne trouvent plus de preneur sur le marché financier alors, les établissements financiers ne peuvent plus obtenir de liquidités (« argent frais »). Enfin, si la revente des titres risqués n'est plus possible et que les banques ne se font plus assez confiance pour se prêter de l'argent entre elles à un taux d'intérêt raisonnable, la menace d'une crise de liquidité asséchant l'ensemble du système bancaire et financier est bien présente. C'est la menace d'une telle crise de liquidité qui a fait réagir les Banques Centrales.

Une crise de liquidité peut mettre en difficulté des établissements financiers qui étaient pourtant solvables avant la crise dès lors que ces derniers ne peuvent plus faire face à leurs dettes de court terme. Le risque est que ces établissements financiers vendent leurs titres « sains » afin de trouver des liquidités. De plus, une crise de liquidité peut déboucher sur une crise systémique si elle n'est pas endiguée assez rapidement. Une crise systémique apparaît lorsque le risque porté par des acteurs financiers (ici les établissements financiers) se transmet à l'ensemble du système (financier et non financier) à l'intérieur et à l'extérieur d'un pays.

Les Banques Centrales ont donc dû agir afin d'endiguer le risque d'une crise de liquidité débouchant sur une crise systémique. Elles ont injecté des liquidités dans le système financier (liquidités interbancaires). Les montants injectés par la BCE (Banque Centrale Européenne) et la Fed (Banque Centrale Américaine) se chiffrent en centaines de milliards de dollars. Concrètement, les Banques Centrales injectent de l'« argent frais » dans le système financier en rachetant les titres qui ne se vendent plus sur le marché financier en échange de liquidités. Afin de faciliter l'obtention de liquidités sur le marché interbancaire, la Banque Centrale peut aussi diminuer ses taux d'intérêts directeurs. En effet, cela permet aux banques de se prêter de l'argent entre elles en rétablissant un « sentiment de confiance ». Les banques peuvent en outre « emprunter » de l'argent directement auprès de la Banque Centrale à un taux plus avantageux. La Fed a utilisé tour à tour ces deux moyens d'action afin d'éviter un « krach » financier d'une ampleur incontrôlable. Quant à la BCE, elle n'a pas baissé ses taux directeurs*.

*ses taux directeurs : du moins dans un premier temps.

Sophie Pommet - ADMEO/GREDEG
Université de Nice-Sophia-Antipolis (UNS)
Institut supérieur d'Économie et de Management (ISEM) 2007



<http://www.netpme.fr/economie/1129-crise-subprime-crise-liquidite.html>

Exercice 19

- 1 Rappelez le fonctionnement du marché monétaire, du marché financier.
- 2 Qu'est-ce qu'une crise de liquidité? Quelles en sont les conséquences?
- 3 Pourquoi la crise des subprime a-t-elle entraîné une crise de confiance?
- 4 Pourquoi dit-on que la Banque centrale est « le prêteur en dernier ressort ».
- 5 Comment les banques centrales ont-elles réglé la crise de liquidité?

Corrigés des exercices

Test

	Vrai	Faux	Commentaire
Il n'y a pas forcément besoin de monnaie pour acquérir un bien.	X		La monnaie permet d'acquérir les biens et les services marchands, mais il existe des systèmes permettant d'acquérir des biens (ou des services) sans utiliser de la monnaie (SEL: système d'échange local). Une activité sera proposée en approfondissement sur le campus.
Une carte bleue c'est de la monnaie.		X	La carte bleue permet de régler des achats mais ce n'est pas de la monnaie (c'est un support).
Un chèque c'est de la monnaie.		X	Même commentaire que pour la carte bleue.
La monnaie a toujours existé.		X	Dans certaines sociétés primitives où les échanges étaient limités, ils s'effectuaient par l'intermédiaire du troc.
La principale forme de monnaie en circulation en France aujourd'hui: ce sont les billets en euros.		X	Ils représentent moins de 10 % de la monnaie en circulation.
Quand les prix augmentent, la valeur de la monnaie diminue.	X		Vrai car on peut acheter moins de produits qu'auparavant avec la même somme.
Certaines marchandises peuvent servir de monnaie.	X		Dans certaines sociétés, certaines marchandises ont servi de monnaie (voir chapitre 1).
Un billet de 100 euros, c'est de la monnaie.	X		Oui, car on peut acquérir des biens ou des services immédiatement avec cette somme.

Exercice 1

- ❶ Échange d'un produit contre un autre produit.
- ❷ Chaque individu doit trouver une personne prête à lui céder ce qui lui manque, mais également espérer qu'il dispose de ce que cette personne désire. C'est le problème de la « double coïncidence des besoins ».
- ❸ Au fur et à mesure que les échanges se multiplient, cette coïncidence devient de plus en plus improbable. Elle a été surmontée par la mise en place d'un équivalent général: une marchandise reconnue par la société (pouvoir symbolique fort) qui va alors s'imposer comme moyen d'échange.

Exercice 2 ① Fonction d'intermédiaire des échanges : la monnaie permet de réaliser des transactions (c).

Fonction d'unité de compte: la monnaie permet d'évaluer des biens et des services hétérogènes (b).

Fonction de réserve de valeur: la monnaie peut être conservée pour être utilisée plus tard (a).

② Nina économise chaque mois 50 euros pour se payer un voyage au Vietnam (a). Pierre hésite entre plusieurs modèles de voitures, pour se décider, il compare les prix chez différents concessionnaires (b). Lucas achète un livre sur Amazon et règle en carte bancaire. (c)

Exercice 3

	Définition et caractéristiques	Exemples	Analyse (à compléter)
Monnaie marchandise (document 3)	Une marchandise est choisie comme monnaie. Elle a généralement une double nature: un usage monétaire (échange) et un usage non monétaire (biens de consommation). Forte valeur symbolique.	Fèves de cacao Morue à terre-neuve Sucre aux Indes orientales Sel en Nouvelle Guinée Thé au Tibet	Considérée historiquement comme la première forme de monnaie, elle fut abandonnée car son utilisation n'était pas pratique.
Monnaie métallique (document 4)	Pièces d'or et d'argent dont la valeur dépend du poids en métaux précieux.	Lingots Pièces d'or ou d'argent	Les pièces d'or et d'argent avaient un inconvénient majeur: leur disponibilité pouvait être limitée par l'insuffisance des découvertes des mines d'or et d'argent.
Monnaie fiduciaire (document 5)	Monnaie de papier n'ayant pas de valeur intrinsèque. Sa valeur est liée à la confiance accordée à son émetteur.	Billet de 50 euros	Très vite, l'habitude fut prise d'émettre une quantité de billets pour une valeur supérieure aux quantités d'or déposées dans les banques. Pour pallier les risques de faillite, l'État imposa un cours légal (contrôlé par l'État) puis un cours forcé (valeur des billets déconnectés de leur support métallique).
Monnaie scripturale (document 6)	Nombre inscrit sur les comptes en banque (dépôts à vue).	1 500 euros inscrit sur un compte auprès du crédit agricole;	La monnaie scripturale est aujourd'hui la monnaie la plus utilisée, elle représente environ 90 % de la monnaie en circulation.

Exercice 4

- 1 En France, en 2007, la monnaie scripturale représentait 90 % de la monnaie en circulation, la monnaie fiduciaire représentait 10 % de la monnaie en circulation.
- 2 La part de la monnaie scripturale a fortement augmenté sur la période, cela s'explique par la multiplication des échanges.
- 3 Car l'essentiel de monnaie utilisée aujourd'hui ne représente plus qu'un chiffre sur un livre de compte, c'est donc immatériel.
- 4 Moyen de paiement où le recouvrement de créance (facture, loyer...) se fait à l'initiative du créancier sous forme de prélèvement. Toutefois ce dernier doit demander l'accord de son débiteur (signature) avant chaque transaction.

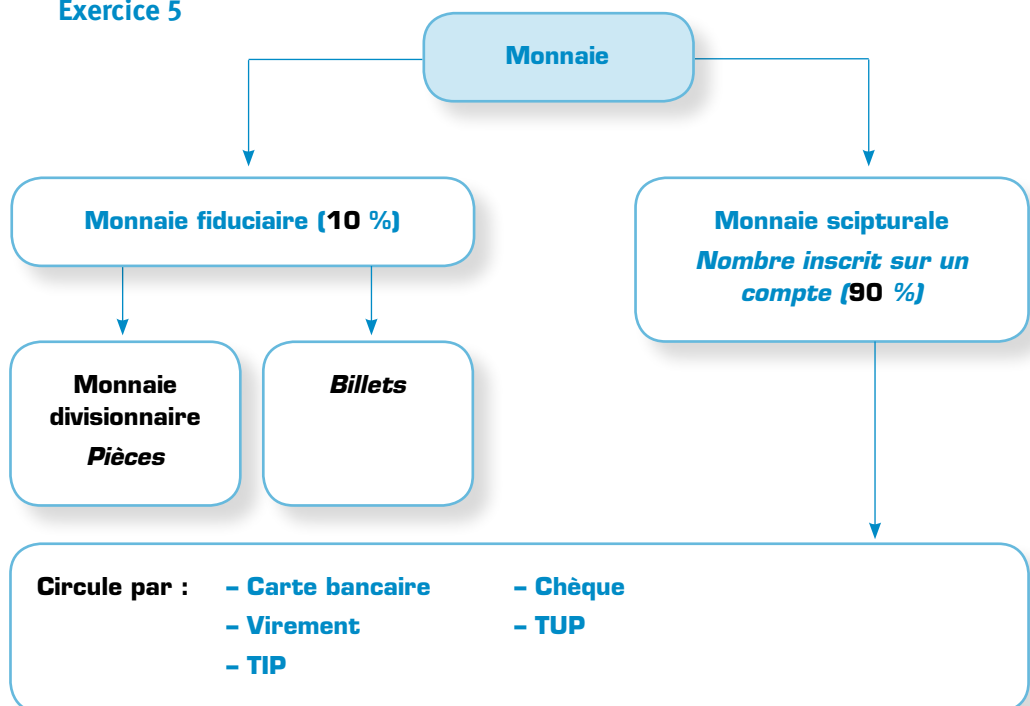
Virement bancaire: opération d'envoi (transfert) ou de réception (rapatriement) de monnaie scripturale entre deux comptes bancaires: * soit ouverts dans la même banque (virement interne), soit dans deux banques différentes (virement externe).

- 5 En France, en 1985, 73 % des opérations de paiements étaient réalisées par chèques, contre seulement 26,5 % en 2006.

En France en 1985, 4,1 % des opérations de paiements étaient réalisées par cartes bancaires, contre 39,3 % en 2006.

Les français utilisent donc de plus en plus la carte bancaire pour régler leurs dépenses au détriment du chèque.

Exercice 5



Exercice 6 **Étape 1er janvier 2009 : La société « planchevoile » à la recherche de financement**

- 1 Le capital social d'une entreprise correspond aux apports financiers du ou des propriétaires d'une entreprise. Dans le cas d'une société anonyme, le capital est divisé en actions.
- 2 L'entreprise peut utiliser ses bénéfices mis en réserve.
Faire un emprunt bancaire.
Émettre des obligations (forme d'emprunt).
Émettre des actions (augmentation de capital).

Étape 2 : le rôle de la banque et de la bourse

- 3 Le taux d'intérêt représente la rémunération d'un prêt pour la banque et le coût de l'emprunt pour la société.
- 4 L'émission d'actions évite d'avoir des intérêts à verser. L'entreprise n'a aucun remboursement à effectuer. Le risque est une perte de contrôle de l'entreprise avec un capital qui se dilue entre les actionnaires. Enfin, ces derniers risquent d'imposer des contraintes de rentabilité à l'entreprise (dividendes futurs).

Étape 3 : l'actionnaire entre en jeu et c'est vous !

- 5 10 actions de 1 000 euros = 100 000 euros sur un capital social total après augmentation de capital (400 000+100 000 = 500 000) soit $(100\ 000/500\ 000) = 1/5$ c'est-à-dire 20 %.
- 6 Si l'entreprise fait des bénéfices, vous pourrez percevoir des dividendes (% des bénéfices redistribués aux actionnaires). Vous pouvez aussi revendre votre action à tout moment et éventuellement réaliser une plus value (c'est-à-dire revendre vos actions plus chères que vous ne les avez achetées).

Le risque, en cas de faillite vous perdez votre mise. Si les actions perdent de leur valeur, vous perdez une partie de votre épargne (moins value).

Étape 4 : décembre 2010 : l'entreprise réalise des profits

- 7 Le profit est mesuré par l'EBE = Excédent brut d'exploitation (c'est la partie de la valeur ajoutée qui revient à l'entreprise une fois payés les salaires (salaires bruts plus charges sociales) et les impôts liés à la production.
- 8 Les bénéfices sont ce qui reste à l'entreprise une fois qu'elle a tout payé :
Bénéfices nets d'impôts = EBE - amortissements – intérêts versés aux prêteurs - impôts sur les sociétés.
- 9 20 % de 50 000 c'est-à-dire 10 000 euros.

Étape 5 juillet 2010: Vous avez besoin de liquidités pour partir en vacances en Martinique. Vous décidez de vendre la moitié de vos actions dont le cours a augmenté de 50 %.

10 25 000 euros.

Bonne opération, n'est-ce pas ?

Exercice 7

1 20 000 euros

2 Environ 11 % $[(20\ 000/180\ 000) \times 100]$.

3 Il leur manque 160 000 euros pour pouvoir acquérir cet appartement.

4 En fonction notamment :

- De leur capacité à rembourser: les banques calculent le taux d'endettement $[(\text{montant des remboursements des prêts}/\text{revenu mensuel}) \times 100]$. Généralement les sommes à rembourser chaque mois ne doivent pas dépasser le tiers du revenu disponible.
- Du type d'emploi: les CDI (contrat à emploi indéterminé) et emploi de la fonction publique offriront davantage de garanties que des CDD (contrat à durée déterminée).

Exercice 8

1 D'après l'INSEE, en 2009, le besoin de financement des sociétés non financières françaises s'élevait à 22,9 milliards d'euros et celui des administrations publiques françaises à 114,4 milliards d'euros.

2 Le besoin de financement des sociétés non financières a diminué en 2009, après avoir augmenté légèrement depuis 2006.

Celui des administrations publiques a augmenté depuis 2006, mais en 2009 suite à la crise économique et la dégradation des comptes publics qu'elle a entraîné, il a plus que doublé.

Exercice 9

1 D'après l'INSEE, la capacité de financement des ménages français s'élevait à 23,4 milliards d'euros en 2009, et celle des ménages à 88,4 milliards d'euros.

2 La crise économique de 2009, qui a suivi la crise financière de 2008 s'est accompagnée d'une hausse du chômage. Les ménages, inquiets pour leur avenir et celui de leurs enfants augmentent leur épargne de précaution. Cette hausse s'explique aussi en partie aux conditions plus restrictives de crédit imposées par les banques.

Exercice 10

1 Un financement interne est réalisé par une épargne préalable, c'est un financement par ressources propres.

Un financement externe est nécessaire lorsque l'épargne est insuffisante.

2 L'entreprise « plancheavoile.SA » fait-elle appel et pour combien, à l'autofinancement? non

Au financement externe direct? Oui, émission d'actions pour 100 000 euros.

Au financement externe indirect? Oui, emprunt bancaire pour 100 000 euros.

Exercice 11

- 1 Le financement direct s'effectue sur les marchés financiers. C'est un financement appelé « direct » car l'agent épargnant achète un titre d'une société ou d'une administration qui a besoin de fonds. Les deux supports essentiels sont les actions et les obligations.
- 2 Certains agents en besoin de financement ne peuvent émettre des titres (ex les ménages) ou n'inspirent pas suffisamment confiance aux épargnants (jeunes créateurs d'entreprise) et les besoins de financement ne peuvent être couverts uniquement par les marchés financiers.

Exercice 12

- 1 Grèce : presque 12 %.
Allemagne : un peu moins de 2 %.
Les taux proposés à la Grèce par les prêteurs (investisseurs) sont donc 6 fois plus élevés que ceux proposés à l'Allemagne.
 - 2 Parce que la Grèce est très endettée et ne présente pas suffisamment de garanties quant aux remboursements des sommes empruntées. En effet, les déficits publics grecs sont très importants et les agences de notation ont ainsi diminué sa note au regard du risque de crédit défini précédemment.
 - 3 La Grèce s'est engagée d'ors et déjà dans une politique d'austérité sans précédent pour diminuer son déficit public (baisse des salaires des fonctionnaires, hausse des impôts...).
- Le plan d'austérité prévoit de réaliser 30 milliards d'euros d'économies sur trois ans pour ramener le déficit public, actuellement de 13,6 % du PIB, sous le seuil européen de 3 % d'ici fin 2014.

Exercice 13

- 1 Les banques sont des prestataires de services financiers, et font office d'intermédiaires entre les épargnants et les emprunteurs. Elles gèrent les dépôts et accordent des crédits, vendent des produits financiers, gèrent les comptes.
- 2 De la monnaie scripturale en accordant des crédits aux particuliers.
- 3 « ex nihilo » est expression latine signifiant « à partir de rien ». Elle est utilisée dans la BD car le banquier crédite le compte de son client sans ressources préalables.
- 4 Les banques doivent s'assurer de la solvabilité de leurs clients. De plus, nous verrons qu'une partie de la monnaie scripturale se transforme en monnaie fiduciaire que les banques ne disposent pas forcément et qu'elles doivent donc se procurer.
- 5 Que la banque centrale contrôle le système bancaire et donc la création monétaire des banques commerciales.

Exercice 14

- 1 + 2 000 euros.
- 2 Nulle part, elle n'a besoin pas besoin d'avoir cette somme en réserve étant donné qu'il suffit d'inscrire par simple jeu d'écriture 2 000 euros sur le compte de M. Durand.
- 3 Il y a création monétaire car M. Durand dispose de 2000 euros supplémentaire à dépenser. Il y a donc bien augmentation de la quantité de monnaie en circulation dans l'économie.

Exercice 15

- 1 Par chèque, en liquide (après retrait sur son compte), par virement.
- 2 La banque 1 procède à un virement : elle débite le compte de M. Durand de 1 000 euros, elle crédite le compte de M. Martin.
- 3 Non, la quantité de monnaie en circulation ne change pas.
- 4 Son client fait un chèque à une personne qui a un compte dans une autre banque. La banque 1 doit donc l'équivalent de la somme à la banque 2. Un simple jeu d'écriture ne suffit plus. Le règlement des opérations s'effectuera selon le principe de la compensation expliqué dans le document 3 du cours.

Exercice 16

- 1 Le règlement des soldes de compensation.
Le retrait de leurs clients.
- 2 De monnaie centrale qui ne peut être créée que par la banque centrale.

Exercice 17

- 1 Le coût de refinancement des banques commerciales et/ou la rémunération des prêts à court terme.
- 2 En achetant des titres, c'est-à-dire en offrant des liquidités sur le marché.
- 3 Pour favoriser le crédit, c'est-à-dire la consommation et l'investissement, en facilitant le refinancement des banques.

Exercice 18

- 1 La banque 1 supprime le montant de la créance, et débite d'autant le compte de M. Durand.
- 2 Il y a destruction monétaire car il y a 2 000 euros de moins dans l'économie.

Exercice 19

- 1 Le marché monétaire est le marché des capitaux à court terme. C'est le lieu (théorique) de rencontre et d'offre de monnaie centrale. C'est sur ce marché que les banques commerciales se refinancent contre des titres.

Le marché financier au sens strict correspond au marché boursier : lieu d'échange de titres longs (principalement actions et obligations).

- 2 Crise de liquidité : phénomène au cours duquel les banques et autres établissements financiers refusent de se prêter mutuellement de l'argent, en raison d'une perte de confiance. Ainsi, lors de la crise financière et bancaire de 2008, les banques refusaient d'échanger des liquidités contre des titres probablement risqués.

Les conséquences pouvaient être un manque de liquidité voire des faillites bancaires, puis dans un second temps, la baisse des crédits pouvait aggraver la crise économique (baisse du crédit, baisse de la consommation et l'investissement, baisse de la demande globale, baisse de la production).

- 3 **Un Subprime** est un crédit à risque que l'on va offrir à un client qui ne présente pas toutes les garanties nécessaires et suffisantes pour bénéficier des taux d'intérêts préférentiels. Aux USA, il s'agit d'un crédit hypothécaire (immobilier) dont le logement du client (emprunteur) est pris en garantie en cas de défaut de paiement. Ce système fonctionne tant que les prix de l'immobilier grimpent, ce qui permet de vendre la maison, de payer les crédits voire de réaliser une plus value. La bulle immobilière a éclaté, les prix se sont effondrés, chute accentuée par un nombre croissant de maisons à vendre. Ces crédits ont été dispersés dans divers produits financiers (titrisation) et échangés sur les marchés. De nombreuses institutions financières dans le monde en possédaient. Ainsi, les banques n'avaient plus confiance aux titres proposés qui risquaient de comporter une part « pourri » qui ne serait pas remboursée. D'où la crise de confiance.
- 4 Car c'est elle qui fournit à l'économie les liquidités nécessaires à son bon fonctionnement. Elle peut prêter massivement aux banques en cas de crise de liquidité : c'est ce qui s'est produit lors de la dernière crise financière.
- 5 Les banques centrales (BCE, FED) ont « injectés des liquidités » c'est-à-dire ont prêtés massivement aux banques en acceptant de leur racheter des titres éventuellement risqués. Elles ont donc accepté de prendre les risques que les banques commerciales refusaient de prendre. ■